

PARLEMENT DE WALLONIE

COMMISSION DU LOGEMENT ET DES POUVOIRS LOCAUX

CONVOCATION

Date :	mardi 24 octobre 2023	Heure :	9h30 et 14h
Lieu :	Parlement de Wallonie, Bâtiment Saint-Gilles, rue Notre Dame à Namur – Salle 4		

1 ORGANISATION DES TRAVAUX

Examen de l'arriéré

2 AUDITIONS

Mise en œuvre de l'article 15 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public

Désignation d'un Rapporteur
Echange de vues

3 PROJETS ET PROPOSITIONS

4 DEBATS

5 INTERPELLATIONS ET QUESTIONS ORALES

Pouvoirs locaux

1- 1 Interpellation

de Monsieur André ANTOINE
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur le futur financement des zones de police par la Région wallonne

1- 2 Question orale

de Monsieur Benoît DISPA
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur le financement des zones de police par la Région wallonne

1- 3 Question orale

de Madame Jacqueline GALANT
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur la fusion des zones de police

2 Question orale

de Monsieur Benoît DISPA
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur les commentaires du secrétaire général de l'Observatoire des relations administratives entre les cultes, la
laïcité organisée et l'État à propos de la réforme du temporel des cultes dans un article de presse du 13
octobre 2023

3 Question orale

de Monsieur Benoît DISPA
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur les propos de la secrétaire d'État fédérale au Budget le 5 octobre 2023 à propos de l'évaluation par la
Cour des comptes du transfert de charges du Fédéral vers les communes

4 Question orale

de Monsieur Eric LOMBA
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur la position du Gouvernement concernant le rôle des CPAS dans la lutte contre la pauvreté

5- 1 Question orale

de Monsieur Christophe BASTIN
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur les propos de plusieurs élus provinciaux à l'égard de la réforme du financement des zones de secours et
de la supracommunalité

5- 2 Question orale

de Monsieur Eric LOMBA
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur le colloque de l'Association des provinces wallonnes (APW)

5- 3 Question orale

de Monsieur François BELLOT
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur la prise en charge du financement des zones de secours par les provinces

6 Question orale

de Madame Jacqueline GALANT
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur la demande de la ministre flamande de la Mobilité aux pouvoirs locaux en matière d'éclairage public

- 7 Question orale
de Monsieur François DESQUESNES
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur le recours gagné par la Commune de Seneffe relativement aux compensations "Plan Marshall"
- 8- 1 Question orale
de Monsieur Christophe BASTIN
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur l'adoption d'une norme régionale relative aux cellules de sécurité intégrale locale en matière de
radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme (CSIL-R)
- 8- 2 Question orale
de Madame Jacqueline GALANT
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur les dispositions particulières pour les bourgmestres suite à l'attentat du 16 octobre 2023
- 8- 3 Question orale
de Madame Diana NIKOLIC
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur les cellules de sécurité intégrale locale en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme (CSIL-R)
en Région wallonne
- 9 Question orale
de Monsieur Laurent DEVIN
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur le lancement du portail de la Wallonie consacré aux élections locales
- 10 Question orale
de Monsieur Olivier BIERIN
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur les problèmes de gestion à l'Intercommunale de gestion immobilière de Liège (IGIL)
- 11 Question orale
de Monsieur Manu DISABATO
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur les communications contradictoires de Monsieur le Ministre sur l'Intercommunale du réseau social
d'insertion et d'accueil (IRSIA)
- 12 Question orale
de Monsieur John BEUGNIES
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur l'utilisation des flexi-jobs par des pouvoirs locaux
- 13 Question orale
de Monsieur John BEUGNIES
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur les économies structurelles dans les compétences de Monsieur le Ministre

Logement

- 14 Question orale
de Monsieur Laurent DEVIN
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur le nouveau contrat de gestion du Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie (FLW)
- 15 Question orale
de Monsieur Mourad SAHLI
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur les logements exposés au radon au sein du parc locatif public wallon
- 16 Question orale
-

de Madame Joëlle KAPOMPOLE
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur l'habitat groupé en Wallonie

17 Question orale

de Monsieur Benoît DISPA
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur les garde-fous du projet "Convergence"

18 Question orale

de Monsieur Benoît DISPA
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur la rencontre entre Monsieur le Ministre et le secteur du logement public

19 Question orale

de Monsieur Laurent DEVIN
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur la répartition des logements sociaux

20 Question orale

de Monsieur Benoît DISPA
à Monsieur Christophe COLLIGNON, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
sur l'intégration de la rénovation et la revitalisation urbaine dans le Code de la démocratie locale et la
décentralisation

ARRIERE DE LA COMMISSION

Propositions de décret

Proposition de décret relative à la création d'un Fonds de garantie locative, déposée par Messieurs Collignon, Dermagne, Furlan et Luperto (Doc. 10 (se2019) N° 1)

Envoyé en commission le 4 septembre 2019 - Relèvement de caducité

Proposition de décret modifiant diverses dispositions du Code wallon du logement et de l'habitat durable relatives au financement du logement d'utilité publique et diverses dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, déposée par Messieurs Dermagne, Collignon et Furlan (Doc. 11 (se2019) N° 1)

Envoyé en commission le 4 septembre 2019 - Relèvement de caducité

Proposition de décret modifiant l'article 6 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation afin de renforcer la lutte contre la discrimination en matière d'accès au logement, déposée par Monsieur Collignon, Madame Kapompole, Monsieur Dermagne, Madame Gahouchi et Monsieur Furlan (Doc. 14 (se2019) N° 1)

Envoyé en commission le 4 septembre 2019 - Relèvement de caducité

Proposition de décret modifiant l'article L1123-27 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'intégrer dans le programme stratégique transversal communal un chapitre relatif au Plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat, déposée par Monsieur Collignon, Madame Morreale, Messieurs Luperto et Dermagne (Doc. 18 (se2019) N° 1)

Envoyé en commission le 4 septembre 2019 - Relèvement de caducité

Proposition de décret modifiant les articles L1141-2, L1141-3, L1141-4 et L1141-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de faciliter et de protéger la consultation populaire d'initiative citoyenne, déposée par Monsieur Courard, Madame Kapompole et Monsieur Collignon (Doc. 19 (se2019) N° 1 et 2)

Envoyé en commission le 4 septembre 2019 - Relèvement de caducité

Proposition de décret modifiant les articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne la publication des règlements et ordonnances communaux, déposée par Messieurs Desquesnes et Antoine (Doc. 21 (se2019) N° 1 à 4)

Envoyé en commission le 4 septembre 2019 - Relèvement de caducité

Proposition de décret insérant un article L1122-35bis dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de créer un conseil consultatif communal obligatoire des aînés, déposée par Messieurs Antoine et Desquesnes (Doc. 22 (se2019) N° 1)

Envoyé en commission le 4 septembre 2019 - Relèvement de caducité

Proposition de décret insérant un article L1122-35bis dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de créer un conseil communal obligatoire des enfants, déposée par Monsieur Antoine (Doc. 23 (se2019) N° 1)

Envoyé en commission le 4 septembre 2019 - Relèvement de caducité

Proposition de décret modifiant les articles L1332-1, L1332-14, L1332-15 et L1332-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, déposée par Messieurs Antoine et Desquesnes (Doc. 24 (se2019) N° 1)

Envoyé en commission le 4 septembre 2019 - Relèvement de caducité

Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à instaurer le vote panaché, déposée par Monsieur Antoine (Doc. 25 (se2019) N° 1)

Envoyé en commission le 4 septembre 2019 - Relèvement de caducité

Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'améliorer la procédure de désignation des gouverneurs de province et de renforcer le contrôle démocratique, déposée par Monsieur Hazée et Madame Ryckmans (Doc. 26 (se2019) N° 1)

Envoyé en commission le 4 septembre 2019 - Relèvement de caducité

Proposition de décret modifiant le Code wallon de l'habitation durable en vue d'instituer une aide à la constitution de la garantie locative, déposée par Messieurs Antoine, Dispa, Desquesnes et Madame Goffinet (Doc. 127 (2019-2020) N° 1)

Rapporteur : Madame de Coster-Bauchau

Envoyé en commission le 11 mars 2020

Proposition de décret modifiant l'article L1314-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, déposée par Messieurs Antoine, Dispa, Madame Greoli, Messieurs Desquesnes, Bastin et Collin (Doc. 200 (2019-2020) N° 1)

Rapporteur : Messieurs Demeuse et Evrard

Envoyé en commission le 1er juillet 2020

Proposition de décret modifiant les articles L1122-14 et L1123-20 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et insérant un article L3221-3bis, déposée par Messieurs Antoine, Dispa, Madame Schyns et Monsieur Desquesnes (Doc. 224 (2019-2020) N° 1 et 2)

Rapporteur : Madame Galant

Envoyé en commission le 15 juillet 2020

Proposition de décret modifiant les articles 1^{er}, 14, 29bis, 61bis, 62 et 78ter du Code wallon de l'habitation durable en vue de favoriser l'usage de matériaux de construction biosourcés, déposée par Messieurs Desquesnes, Matagne, Mesdames Goffinet, Schyns, Messieurs Collin et Antoine (Doc. 251 (2020-2021) N° 1)

Rapporteur : Mesdames Galant et Delporte

Envoyé en commission le 16 septembre 2020

Proposition de décret instaurant un encadrement des loyers sur le marché locatif privé, déposée par Messieurs Beugnies, Mugemangango, Madame Bernard, Messieurs Hermant, Nemes et Dupont (Doc. 386 (2020-2021) N° 1 et 2)

Rapporteur : Monsieur Lomba

Envoyé en commission le 16 décembre 2020

Proposition de décret modifiant l'article L5111-1, alinéa 1er, 10°, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, déposée par Messieurs Dispa, Collin, Bastin, Desquesnes, Mesdames Greoli et Schyns (Doc. 452 (2020-2021) N° 1 à 4)

Rapporteur : Madame de Coster-Bauchau

Envoyé en commission le 10 février 2021

Proposition de décret modifiant les articles L1123-27/1 et L3341-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et insérant un article L3122-6/1 en vue d'amplifier le déploiement de points de recharge pour les véhicules électriques, déposée par Messieurs Matagne, Desquesnes, Antoine, Dispa, Bastin et Madame Goffinet (Doc. 914 (2021-2022) N° 1 et 2)

Rapporteur : Madame Delporte

Envoyé en commission le 4 mai 2022

Proposition de décret insérant un article 57/1 dans le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation afin de limiter à deux pour cent l'indexation des loyers en vue de faire face à l'inflation, déposée par Monsieur Mugemangango, Madame Lekane, Messieurs Beugnies, Hermant, Madame Bernard et Monsieur Dupont (Doc. 1027 (2021-2022) N° 1 et 2)

Rapporteur : Madame de Coster-Bauchau

Envoyé en commission le 07 septembre 2022

Proposition de décret autorisant le Gouvernement wallon à interdire l'usage de services de plateforme essentiels au sens du Règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 pour cause de menace pour la sécurité des données des pouvoirs locaux, déposée par Messieurs Dispa, Crucke, Desquesnes, Madame Goffinet, Messieurs Bastin et Antoine (Doc. 1248 (2022-2023) N° 1 à 3)

Rapporteur : Monsieur Devin

Envoyé en commission le 22 mars 2023

Proposition de décret autorisant le Gouvernement wallon à interdire l'usage de services de plateforme essentiels au sens du Règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 pour cause de menace pour la sécurité des données des centres publics d'action sociale et des associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, déposée par Messieurs Dispa, Crucke, Mesdames Schyns, Vandorpe, Messieurs Collin et de Lamotte (Doc. 1249 (2022-2023) N° 1 à 3)

Rapporteur : Monsieur Devin

Envoyé en commission le 22 mars 2023

Proposition de décret modifiant les articles L1512-5, L1523-13 et L1532-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation à la suite de la réforme du droit des sociétés, déposée par Messieurs Bastin, Dispa et Desquesnes (Doc. 1267 (2022-2023) N° 1 et 2)

Envoyé en commission le 5 avril 2023

Proposition de décret relatif au financement général des communes par les provinces, déposée par Messieurs Bastin, Dispa et Desquesnes (Doc. 1369 (2022-2023) N° 1 et 2)

Envoyé en commission le 14 juin 2023

Proposition de décret modifiant les articles L5111-1, L5211-1, L5211-2, L5311-1, L5321-1, L5421-2, L5431-1 et L6411-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de maintenir les règles d'éthique et de transparence applicables aux mandataires non élus, déposée par Messieurs Dispa, Bastin et Desquesnes (Doc. 1395 (2022-2023) N° 1)
Envoyé en commission le 28 juin 2023

Proposition de décret modifiant les articles 27 et 64 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, déposée par Monsieur Crucke, Madame Vandorpe, Messieurs Dispa et Desquesnes (Doc. 1408 (2022-2023) N° 1)
Envoyé en commission le 12 juillet 2023

Propositions de résolution

Proposition de résolution visant à lutter contre l'intoxication au monoxyde de carbone dans les habitations, déposée par Messieurs Desquesnes, Bastin, Dispa, Mesdames Greoli, Vandorpe et Monsieur Matagne (Doc. 109 (2019-2020) N° 1)
Envoyé en commission le 5 février 2020

Proposition de résolution demandant au Gouvernement wallon de déclencher la procédure de règlement de conflits d'intérêts afin d'obtenir une répartition équitable, entre le Gouvernement fédéral et les pouvoirs locaux, des moyens dédiés au financement de la sécurité civile, déposée par Messieurs Bastin, Antoine, Dispa, Desquesnes, Matagne et Madame Goffinet (Doc. 114 (2019-2020) N° 1)
Rapporteur : Madame Galant
Envoyé en commission le 19 février 2020

Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un rapport sur l'usage des réseaux sociaux lors des élections locales du 13 octobre 2024, déposée par Messieurs Dispa, Bastin et Desquesnes (Doc. 1347 (2022-2023) N° 1)
Envoyé en commission le 31 mai 2023

Arrêts de la Cour constitutionnelle

Arrêt de la Cour constitutionnelle du 19 décembre 2019 concernant le recours en annulation du décret de la Région wallonne du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, introduit par l'ASBL "Association musulmane culturelle albanaise de Belgique" et autres (Doc. 94 (2019-2020) N° 1)
Envoyé en commission le 8 janvier 2020

Arrêt de la Cour constitutionnelle du 16 janvier 2020 concernant les recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales, introduits par la SA "Integrale" et par la SA "Socofe" (Doc. 108 (2019-2020) N° 1)
Envoyé en commission le 29 janvier 2020

Arrêt de la Cour constitutionnelle concernant le recours en annulation des articles 16 et 18 du décret de la Région wallonne du 2 mai 2019 modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable et le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, introduit par l'ASBL "Chambre d'Arbitrage et de Médiation / Kamer van Arbitrage en Bemiddeling" et Olivier Domb (Doc. 517 (2020-2021) N° 1)
Envoyé en commission le 31 mars 2021

Arrêt de la Cour constitutionnelle concernant le recours en annulation de l'article 2 du décret de la Région wallonne du 3 décembre 2020 portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19, introduit par la SRL "Immo Soille" (Doc. 958 (2021-2022) N° 1)
Envoyé en commission le 15 juin 2022

Rapports

Rapport d'évaluation du Plan de cohésion sociale pour la période 2014-2019
Envoyé en commission le 17 décembre 2019

Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du Fonds régional pour les Investissements communaux (FRIC) pour la période 2017-2018
Envoyé en commission le 22 janvier 2020

Rapport annuel relatif à l'exercice de la tutelle pour l'année 2019
Envoyé en commission le 24 juin 2020

Rapport de la Cour des comptes relatif au contrôle du compte général 2019 du Centre régional d'aide aux

communes (CRAC)
Envoyé en commission le 3 juillet 2020

Rapport d'activités du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) pour l'année 2020
Envoyé en commission le 26 mai 2021

Rapport d'audit de la Cour des comptes relatif aux processus mis en oeuvre par la direction du contrôle des mandats en application des décrets wallons sur la gouvernance
Envoyé en commission le 9 juin 2021

Rapports de la Cour des comptes relatifs à la certification et au contrôle du compte général 2020 du Centre régional d'aide aux communes (CRAC)
Envoyé en commission le 7 juillet 2021

Rapport de la Cour des comptes portant sur l'analyse financière des comptes annuels 2017 à 2019 des intercommunales relevant de la tutelle de la Région wallonne
Envoyé en commission le 8 septembre 2021

Rapport d'activités de la Fédération des CPAS pour l'année 2020
Envoyé en commission le 20 octobre 2021

Rapport annuel relatif à l'exercice de la tutelle pour l'année 2020
Envoyé en commission le 10 novembre 2021

Rapport d'activités de la Fédération des CPAS pour l'année 2021
Envoyé en commission le 20 avril 2022

Rapports de la Cour des comptes relatifs à la certification et au contrôle du compte général 2021 du Centre régional d'aide aux communes (CRAC)
Envoyé en commission le 29 juin 2022

Rapport d'activités du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) pour l'année 2021
Envoyé en commission le 13 juillet 2022

Contrat de gestion 2022-2025 de la Société wallonne du crédit social (SWCS)
Envoyé en commission le 7 septembre 2022

Rapports de la Cour des comptes relatifs à la certification et au contrôle du compte général 2022 du Centre régional d'aide aux communes (CRAC)
Envoyé en commission le 28 juin 2023

Avis

Avis LOG.19.3 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1er, 19° à 22°bis, du Code wallon du Logement, en vue d'y insérer des dispositions spécifiques aux habitations légères, sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 relatif à la procédure en matière de respect des critères de salubrité des logements et de la présence de détecteurs d'incendie et sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif au permis de location
Envoyé en commission le 4 septembre 2019

Avis LOG.20.02.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur le plan de rénovation du logement public
Envoyé en commission le 2 septembre 2020

Avis LOG.20.3.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1er, 19° à 22°bis, du Code wallon du Logement, en vue d'y insérer des dispositions spécifiques aux habitations légères, sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 relatif à la procédure en matière de respect des critères de salubrité des logements et de la présence de détecteurs d'incendie et sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif au permis de location
Envoyé en commission le 30 septembre 2020

Avis LOG.20.05.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur l'avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 instaurant une grille indicative des loyers en exécution de l'article 89 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation

Envoyé en commission le 16 décembre 2020

Avis LOG.21.01.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Société wallonne du logement d'une aide aux sociétés de logements de service public en vue de la création de logements d'utilité publique et sur l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Société wallonne du logement d'une aide aux sociétés de logements de service public en vue de la construction d'un ou plusieurs logements d'utilité publique à destination des étudiants

Envoyé en commission le 17 mars 2021

Avis LOG.21.02.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur la précarité étudiante : les coûts indirects liés au logement

Envoyé en commission le 28 avril 2021

Avis LOG.21.04.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur la proposition de loi n° 1741 instaurant l'hypothèque inversée

Envoyé en commission le 28 avril 2021

Avis LOG.21.07.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Envoyé en commission le 22 septembre 2021

Avis LOG.21.09.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur les avant-projets d'arrêté du Gouvernement wallon de financement des logements d'utilité publique

Envoyé en commission le 10 novembre 2021

Avis d'initiative A.1505 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur la politique de la ville en Wallonie

Envoyé en commission le 19 octobre 2022

Avis LOG.22.03.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur le projet d'arrêté relatif à l'octroi d'une allocation de loyer et d'un complément énergie à certains candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service public en application de l'article 94, §1er, du Code wallon de l'habitation durable

Envoyé en commission le 23 novembre 2022

Avis LOG.22.04.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2013 relatif aux organismes de logement à finalité sociale

Envoyé en commission le 23 novembre 2022

Avis d'initiative A.1505 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur la politique de la ville en Wallonie

Envoyé en commission le 23 novembre 2022

Avis LOG.22.05.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur la problématique des logements inoccupés

Envoyé en commission le 23 novembre 2022

Avis AT.22.89.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon portant sur l'accompagnement et le soutien financier apportés aux opérations de développement urbain

Envoyé en commission le 23 novembre 2022

Avis LOG.22.09.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur le projet d'arrêté modificatif de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Envoyé en commission le 21 décembre 2022

Avis d'initiative A.1517 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) relatif à la précarité énergétique - Volet économies d'énergie/rénovation du bâti

Envoyé en commission le 1er février 2023

Avis A.1533 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur la rénovation du parc locatif résidentiel et du parc de copropriétés

Envoyé en commission le 17 mai 2023

Avis LOG.23.01.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour

la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiques d'énergie et de rénovation d'un logement, sur le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit de logement, sur le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2022 instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, sur le projet d'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 visant à établir les principes de hiérarchisation des bouquets de travaux dans un audit de logement et sur le projet d'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiques d'énergie et de rénovation d'un logement
Envoyé en commission le 17 mai 2023

Avis LOG.23.02.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de mise à disposition des logements visés à l'article 133, § 2 du Code wallon de l'habitation durable
Envoyé en commission le 28 juin 2023

Avis LOG.23.03.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de mise en location des logements visés à l'article 132 du Code wallon de l'habitation durable
Envoyé en commission le 28 septembre 2023

Avis LOG.23.05.AV du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) sur le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 relatif à la cession et à l'acquisition de droits réels d'un bien immobilier par une société de logement de service public
Envoyé en commission le 28 septembre 2023

Motions

Motion relative à l'accessibilité des agences bancaires et de distributeurs de billets, adoptée le 9 novembre 2021 par le Conseil communal de Courcelles
Envoyé en commission le 8 décembre 2021

Motion relative aux problématiques entourant la gestion des voiries régionales, adoptée le 3 août 2023 par le Conseil communal de Waimes
Envoyé en commission le 6 septembre 2023

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Membres effectifs

COURARD Philippe

Président

EVRARD Yves

Vice-Président

BEUGNIES John

Vice-Président

DEVIN Laurent

LOMBA Eric

de COSTER-BAUCHAU Sybille

GALANT Jacqueline

DELPORTE Valérie

DEMEUSE Rodrigue

DISPA Benoît

Membres suppléants

FONTAINE Eddy

MENGONI Sophie

ROBERTY Sabine

CASSART-MAILLEUX Caroline

DURENNE Véronique

LAFFUT Anne

BIERIN Olivier

HAZEE Stéphane

BASTIN Christophe

LIRADELFO Julien